

I4CE

Questionnaire aux candidats à l'élection présidentielle 2022

Réponse de l'équipe de Emmanuel Macron

Mars 2022

Table des matières

Questions transversales	3
Questions thématiques	6
Rénovation énergétique des bâtiments	6
Décarbonation des transports.....	7
Production d'énergie décarbonée.....	9
Transition agricole et alimentaire	10
Forêt	11
Adaptation.....	12
Collectivités	13
Réforme de la fiscalité.....	0
Compléments	0

Questions transversales

- Comptez-vous revoir à la hausse ou à la baisse les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre que la France s'est fixée à l'horizon 2030 et à l'horizon 2050 ? NB : vous pourrez, dans la suite du questionnaire, indiquer les objectifs sectoriels que vous souhaitez réviser, par exemple sur la production d'énergie, la rénovation des bâtiments, les véhicules, l'agriculture ou encore la forêt.

Notre objectif est d'atteindre la neutralité carbone en 2050 et de devenir la première grande nation à sortir des énergies fossiles, charbon, gaz, pétrole. L'action menée dans le cadre du quinquennat 2017-2022 a permis de doubler le rythme de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre pour passer de -1%/an à -2%/an. Notre projet vise à accélérer la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre, pour atteindre le plus rapidement possible un rythme de baisse de 5% par an des émissions.

Ainsi, nous pourrions atteindre l'objectif réhaussé de -55% d'émissions par rapport à 1990 en 2030.

- Les financements publics sont un des leviers dont dispose l'État pour accompagner la lutte contre les changements climatiques. Est-ce un levier que vous comptez mobiliser et pourquoi ?

Pour tenir notre ambition, notre engagement est d'investir près de 50md€ par an à horizon 2027.

Pour ce faire, nous engagerons des moyens supplémentaires de 10 milliards par an de crédits budgétaires additionnels par rapport à la trajectoire du PLF2022 (hors plan de relance). Ces crédits s'ajoutent aux moyens de France 2030 et du Plan de relance déjà programmés sur la période 2023-2027 à hauteur de 5 milliards par an en moyenne. Au total, ce mode de financement permet un fort effet levier, puisque les moyens sont ensuite abondés par des institutions publiques (CDC, Banque des territoires etc.), tout en permettant de décupler l'investissement privé. Il permettra d'offrir des solutions à tous les Français, quels que soient leurs revenus, pour rénover leur logement ou changer de voiture, prendre le train ... et d'accompagner les entreprises dans la décarbonation de leur activité.

- Quelle place accordez-vous aux autres leviers dont dispose l'État pour le climat, que ce soit la réglementation ou la fiscalité ?

Nous souhaitons activer l'ensemble des leviers d'une écologie des solutions. Si les Français nous accordent leur confiance, le quinquennat à venir sera celui de la planification écologique : pour chaque territoire, avec des choix locaux sur la décarbonation et les énergies, et chaque grand secteur économique, avec qui nous conduirons des négociations pour déterminer les solutions de décarbonation, sécuriser l'investissement, préserver l'emploi. L'ensemble des secteurs les plus émetteurs seront couverts par ces négociations.

La politique d'achat de l'État sera révisée, avec pour objectif prioritaire d'acheter durable et local plutôt que d'acheter toujours moins cher. Parce que l'exemplarité est un facteur d'engagement crucial, la rémunération variable des dirigeants d'entreprises dépendra du respect des objectifs environnementaux et sociaux. La France poussera pour l'adoption à l'échelle européenne d'un règlement « produits durables » ambitieux dans le cadre du Green Deal, permettant d'imposer des obligations minimales en termes de performance environnementale pour les produits (hors produits alimentaires) mis sur le marché européen et d'imposer la création « d'un passeport digital » pour chaque produit permettant d'assurer la transparence sur son origine et ses caractéristiques environnementales. Pour faire de chaque achat un geste écologique, la France défendra, en européen, la généralisation de l'affichage environnemental.

Concernant la fiscalité, nous souhaitons que celle sur les énergies soit intégralement affectée à la transition, sans hausse d'impôt. Une trajectoire de réduction puis d'élimination des dépenses néfastes à l'environnement sera définie dans le cadre du budget vert.

- Avez-vous estimé la hausse ou la baisse des financements publics que vous consacrerez au climat ?

Oui, cf. question 2.

- Il nous semble important de programmer dans la durée les financements alloués par l'État à la lutte contre les changements climatiques : l'État se fixant des objectifs à l'horizon 2030, il devrait être en capacité de clarifier, même dans les grandes masses, les moyens alloués à cet horizon et a minima sur le prochain quinquennat. Quels outils, notamment législatifs, envisagez-vous pour inscrire les moyens de l'action pour le climat dans la durée ? Avez-vous par exemple prévu d'adopter une loi de programmation des financements publics pour le climat ?

Nous souhaitons une programmation des investissements, dans une logique de planification écologique, avec des objectifs territoire par territoire, secteur économique par secteur économique, filière par filière.

- A qui bénéficient prioritairement les financements publics que vous consacrez au climat et pourquoi : à l'ensemble des ménages ou aux ménages modestes ? 4.3. Aux collectivités locales ? A l'ensemble des entreprises ou à certaines d'entre elles ?

Les ménages les plus modestes et les plus dépendants des énergies fossiles pour se déplacer ou se chauffer seront plus fortement accompagnés pour leur permettre de changer de modèle, c'est l'objet notamment des 700 000 rénovations annuelles de logement que nous portons ou de la mise en place d'une solution de location longue durée / leasing d'un véhicule électrique à moins de 100 euros par mois.

Les collectivités seront soutenues en priorité pour rénover leurs bâtiments (en commençant par les écoles), décarboner les transports et produire des énergies renouvelables.

L'ensemble des entreprises des secteurs les plus émetteurs seront accompagnés, dans la logique de la planification secteur par secteur. Les industries en particulier seront accompagnées pour décarboner leurs processus de production, relocaliser et développer l'emploi. Nous ferons des entreprises des fers de lance de la production décarbonée qui sera un facteur de compétitivité clé dans le futur. Les PME bénéficieront d'un accompagnement spécifique. Plus largement, nous aiderons les salariés à acquérir les nouvelles compétences requises par ce nouveau modèle de croissance.

- Les financements publics pour le climat sont un moyen et pas une fin en soi. Ainsi, ce qui compte vraiment ce ne sont pas les milliards dépensés pour aider les Français à rénover leurs logements, mais plutôt les réductions d'émissions de CO2 effectivement générées, qui doivent nous mettre sur la voie de la neutralité carbone et si possible à moindre coût. Quelles sont les principales mesures, sectorielles ou globales, envisagées pour s'assurer de l'efficacité des financements publics ?

Cf. réponse au questionnaire de l'affaire du siècle.

- Si vous prévoyez des dépenses publiques additionnelles pour le climat sur le prochain quinquennat, comment comptez-vous les financer ? Par de l'endettement, la hausse de la fiscalité (laquelle ?), la baisse d'autres dépenses (lesquelles ?) ? Espérez-vous une hausse des recettes fiscales engendrée par vos propositions économiques voire par les investissements publics et privés pour le climat ?

Il n'y aura pas de hausse d'impôts et au contraire, nous nous engageons à baisser la fiscalité sur les ménages et les entreprises qui produisent en France. Nos mesures nouvelles seront financées par la croissance et la baisse du chômage, ainsi que par des économies documentées. C'est en travaillant tous, en innovant que nous pourrons financer cette transition énergétique.

- Envisagez-vous une modification des règles budgétaires européennes par exemple pour traiter différemment les investissements publics pour le climat ?

La France est favorable à des évolutions des règles budgétaires pour faire face au grand défi du climat. Ce sujet fait l'objet de discussions, notamment dans le cadre du Pacte vert et des mesures qui seront prises face aux conséquences de la situation en Ukraine. Deux hypothèses de travail demeurent : la capacité à lever de nouveaux financements en Européens sur les marchés comme nous l'avons fait pour les 750 milliards d'euros du plan de relance, ou décider que chaque État membre puissent avoir sur certains enjeux politiques comme le climat une catégorie de dépenses qui sort des règles classiques.

Questions thématiques

Rénovation énergétique des bâtiments Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Améliorer l'efficacité des aides à la rénovation des bâtiments ; anticiper la hausse des dépenses budgétaires		
Évolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques	700000 logements rénovés, forte hausse des rénovations performantes globales	
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Règlementation	Interdiction de location des passoires thermiques	Loi
	Mise en œuvre de la RE 2020	Loi
Dépense	MaPrimeRénov et mise en place des accompagnateurs rénov	MaPrimeRénov : 2 milliards d'euros de crédits budgétaires additionnels /an Augmentation des CEE
	Fond Chaleur	400 millions d'euros supplémentaires/an
	Bâtiments publics	600 millions d'euros/an de crédits budgétaires additionnels par rapport à la trajectoire + expérimentation d'opérateurs de la rénovation (tiers-financement) + hausse des CEEs

Décarbonation des transports Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Réformer les aides à l'acquisition de véhicules bas carbone ; Financer les infrastructures de recharge pour les véhicules bas carbone ; Financer les infrastructures de transport en commun dans la durée		
Évolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques	Accompagnement des plus modestes à l'achat, financement de 500 000 bornes, suite des investissements prévus par la LOM, la stratégie Fret etc.	
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Règlementation	Fin des véhicules thermiques 2040	Loi et évolution européenne à prévoir
	Obligation d'équipement des parkings en bornes de recharges	Loi
	Interdiction des trajets en avion lorsqu'il existe une alternative en train de moins de 2h30	Loi
	Obligation de compensation des vols domestiques	Loi
Dépense	Réseau ferroviaire (modernisation et développement)	Total : 5,4 Md€/an de crédits budgétaires additionnels en plus de la trajectoire PLF2022, au-delà de ce qui est déjà prévu dans France 2030 (4 Md€) +2,5 Md€ financement hors budgétaire Financements additionnels non budgétaire via les CEE +1,5 Md€ sur la stratégie nationale pour le fret ferroviaire + investissements supplémentaires de la SNCF à partir de 2026 (capacité d'autofinancement retrouvée suite à la réforme ferroviaire de 2018 + cofinancements des collectivités).
	Développer l'innovation, avec des trains légers régionaux et les trains à hydrogène	
	Développement du train pour les lignes du quotidien, à grande vitesse, le train de nuit, le fret	
	Développer le forfait mobilité durable	
	Continuer à soutenir l'achat avec le bonus électrique et les primes à la conversion	
	Prêt à taux zéro pour accompagner les ménages modestes vers l'achat d'un véhicule électrique	
	Investir sur l'infrastructure de recharge (500 000 bornes)	
	Location avec option d'achat (leasing) d'un véhicule électrique en proposant une offre de base entre 50 et 100€/mois (via l'aide au loyer initial ou des dispositifs de crédit).	

	Lancer une véritable filière du rétrofit électrique et hydrogène	
Autre	Investir massivement aux côtés des constructeurs et de l'ensemble des acteurs de véhicules lourds	À déterminer

Production d'énergie décarbonée		
Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Dire clairement qui paiera (et combien)		
Évolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques	X 10 puissance solaire, 40 GW d'éolien en mer et 50 parcs, 6 à 14 nouveaux EPR2, sobriété énergétique (-40%) d'ici 2050	
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Règlementation	Loi d'exception pour accélérer le développement des énergies renouvelables	Loi
Dépense	6 nouveaux EPR2 et 8 en option	Financements France 2030 (8 Md€), 400M€/an supplémentaire sur Fonds chaleur (voir tableau logement), +1 Md€ financement hors budgétaire sur la biomasse Les nouveaux réacteurs nucléaires seront financés par des fonds propres et des prêts à taux État.
	Multiplication par 10 de notre puissance solaire	
	50 parcs éoliens en mer d'ici 2050	
	Hausse des effectifs des services instructeurs (Dreal, Préfecture, DGEC...)	
	Mobilisation du PIA pour le développement industriel de la méthanisation et du biogaz.	
	Consolidation d'une filière française des technologies renouvelables, grâce aux plans d'investissement d'avenir.	
	Soutien à la filière de bio méthane	
Décarbonation de l'industrie	1,5Md € / an	
Autre	Planification secteur par secteur, territoire par territoire	A déterminer

Transition agricole et alimentaire		
Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Revoir les critères d'attribution des aides agricoles et alimentaires ; Aider les ménages modestes à faire face à la hausse des coûts de l'alimentation durable ; Accompagner les éleveurs dans la transition		
Évolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques	Innovier pour décarboner, renouveler les générations pour pérenniser l'activité, mieux stocker pour compenser les émissions	
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Fiscalité	Incitations pour les nouveaux contrats en bail rural environnemental (premières années), puisqu'ils permettent des améliorations agro écologiques	100M€
Règlementation	Mise en œuvre de l'assurance climatique	300 M€
	Obligations dans la restauration collective publique et privée (50% de bio, local ou sous signe de qualité, 60% de viandes et poissons durables en 2024, menus végétariens...).	Loi et accompagnement
Dépense	Installation de 20 000 nouveaux agriculteurs par an	Loi d'orientation et d'avenir pour les installations 500 M€ de crédits budgétaires /an en plus de France 2030 (1 Md€) et investissements de 500 M€ en fonds propres
	Continuer d'accompagner l'investissement dans la robotique, le numérique, la sélection des variétés, les bio-solutions, la production d'énergie à la ferme et l'accompagnement à des changements profonds des pratiques, notamment pour réduire l'utilisation de pesticides	
	Mise en place d'un diagnostic qualité des sols	

Forêt		
Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Dépenser plus efficacement pour la forêt et le stockage decarbone		
Évolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques	Planter 140M d'arbres d'ici la fin de la décennie	
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Règlementation	Mise en place des engagements des assises de la forêt et du bois	Divers
Dépense	Planter 140 millions d'arbres d'ici à 2030 (y compris haies agricoles)	70M France Relance, 70M France 2030, puis 100-150M (par an jusqu'à 2030. Entre 1,1Md et 1,4Md cumulés jusqu'en 2030).
	Développement de la séquestration du carbone	100 M€ non budgétaire lié développement de la labellisation bas-carbone ainsi qu'à l'obligation de compensation des émissions liées au transport aérien.
Autre	Mise en place de la SNB	Divers

Adaptation		
Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Prévoir des ressources pour l'adaptation ; Conditionner les dépenses publiques de long terme à la prise en compte de l'adaptation		
Évolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques	<p>Nous aiderons en particulier les territoires ultramarins pour construire un plan de résilience climatique et faire face et à la pollution environnementale (chlordécone, sargasses ...).</p> <p>Nous prendrons systématiquement en compte les enjeux d'adaptation dans la conception des politiques et des projets, afin d'assurer la résilience de notre économie et la fiabilité de nos services publics. L'État soutiendra les collectivités, les entreprises et les filières agricoles et apportera les compétences nécessaires pour construire un plan de résilience climatique.</p>	
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Règlementation	<p>Accompagnement du recul du trait de côte</p> <p>Réforme du traitement du retrait-gonflement des argiles</p>	400 M€/an
Dépense	Investissement dans les solutions fondées sur la nature pour réduire les îlots de chaleur, prévenir les inondations	
Autre	Intégration systématique des enjeux d'adaptation dans les investissements publics	

Collectivités		
Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Donner aux collectivités les moyens de faire la transition		
Évolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques	L'État accompagnera et assurera la mise en cohérence des objectifs climatiques avec ceux prévus par les collectivités, grâce aux agences de l'État et aux services déconcentrés. Les régions pourront gérer les appels d'offre sur les énergies renouvelables (solaire, éolienne). Les intercommunalités seront pilotes sur l'accompagnement à la rénovation énergétique performante.	
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Règlementation	Décentralisation des compétences sur le logement, et en partie sur les ENR (loi d'exception)	Divers
	Lutte contre l'artificialisation en application de la loi climat et résilience	Divers, dont appels à projets Fonds Friches

Réforme de la fiscalité Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Réformer les niches fiscales dites « défavorables » au climat ; Clarifier l'usage des recettes de la fiscalité énergie-climat		
Évolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques	Programmation de la fin des dépenses fiscales défavorables au climat dans le cadre du budget vert, affectation de la totalité des recettes de la fiscalité. Pas de hausse d'impôts sur le quinquennat.	
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Règlementation	Programmation et budget 2023 à construire	

Compléments

Réponse au questionnaire [L'affaire du siècle](#)